# *Ville de Saint-Georges-de-Mons*



***(Puy-de-Dôme)***

**Procès-Verbal de la réunion du Conseil Municipal**

**du 12 avril 2023**

L’An deux mil vingt-trois, le douze avril, **le Conseil Municipal de la ville de SAINT-GEORGES-DE-MONS**, dûment convoqué s’est assemblé à 20 heures, salle du Conseil Municipal de Saint-Georges-de-Mons, lieu ordinaire de ses réunions pour la tenue d’une séance, sous la présidence de Monsieur PERRIN, Maire de Saint Georges de Mons.

**Date de convocation :** 05/04/2023

Présents : M. PERRIN Julien, Maire

MM. RAYNAUD Dominique, DIAS Jean-Pierre, DESGEORGES Céline, LEFOUR Maryse, BONNAFOUX Daniel, MILLIERAS Maëva, GRATADEIX Jean-François, TRIPHON Isabelle, VALANCHON Annie, AGRAIN Serge, BALY Franck, BRUCALE René, SABOURET Gérard.

Excusés : Mme BESSE LE PROVOST Aline (Pouvoir à Mme DESGEORGES Céline), Mr ELOY Ilda (Pouvoir à Mme LEFOUR Maryse), Mr CROISIER Franck (Pouvoir à Mme TRIPHON Isabelle)

Absent(e) : /

La séance ouverte, il a été conformément à l'article 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ; Mme LEFOUR Maryse ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle acceptées.

Nombre de membres en exercice : 17

Nombre de membres présents : 14

Nombre de votants : 17 dont 3 procurations

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**QUESTIONS DEBATTUES**

*Avant le début de la réunion, Mr PERRIN informe l’assemblée qu’à partir de maintenant les nouveaux commerçants, artisans, entreprises seront systématiquement présentés en début de Conseil Municipal Il rappelle qu’ils le seront aussi lors de la cérémonie des vœux à la population en janvier de chaque année*

*Mr PERRIN présente Mr LOISEAU Christophe, nouvel artisan menuisier installé sur la zone de la commune. Il construit sur la Route de Mouly. Il travaille sur tout ce qui touche le bois, la création de meubles, fait du sur mesure, travaille à la demande du client. Mr LOISEAU est consultable sur le site WALO.*

*Mr PERRIN présente à l’assemblée les gérants de l’Auberge Le St Georges, Mr MARI Arnaud et Mme BOSSET Nathalie, candidats proposés avec le cabinet HERMES et retenus sur 9 candidats reçus. Ils détaillent leurs parcours professionnels et dévoilent leur projet pour l’Auberge. Mr RAYNAUD remercie Mr MARI et Mme BOSSET d’être venus spécialement pour la réunion du conseil.*

*Suspension de séance.*

*Mr PERRIN souligne que c’est un vrai plus pour la commune et précise que Mr LOISEAU va travailler avec NOSQUA. Mr PERRIN le remercie.*

### Approbation du compte rendu de la réunion précédente :

Le Conseil Municipal, par 14 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM VALANCHON, AGRAIN, BALY) valide le compte rendu de la réunion du conseil municipal du 31 janvier 2023.

**Etat récapitulatif annuel des indemnités des élus**

Mr PERRIN présente l’état récapitulatif annuel pour l’année 2022 pour les mandats au titre de la commune de Saint-Georges-De-Mons. Il est précisé qu’aucun versement au titre du remboursement d’autres frais ainsi que pour les élus désignés par la commune au sein de syndicats au titre des compétences de la commune.

### DCM 2023/25 : Compte de Gestion 2022 – Budget Principal

**Conformément à la tradition républicaine les comptes de gestion, administratifs 2022 seront présentés par le 1er Adjoint. Le budget 2023 sera quant à lui présenté par le maire.**

Mr RAYNAUD souhaite mettre en avant toutes les actions et le travail d’équipe mis en place par les élus et tous les Agents. Toutes les semaines, les finances sont étudiées, certains articles sur lesquels nous avons un levier, sont particulièrement suivis, permettant ainsi d’anticiper.

Grâce au travail de Jean-Pierre DIAS et de Céline DESGEORGES, le local affecté au Club St Georges Amitiés et l’ancien groupe scolaire, bâtiments extrêmement énergivores au niveau de la consommation sont aujourd’hui fermés et les occupants ont été répartis dans d’autres locaux..

En ce qui concerne l’éclairage public, il a été décidé de l’arrêter à 22 heures ce qui permet une économie de 8 %.

Il a été également décidé de concentrer les illuminations de noël dans le centre bourg et de raccourcir la période d’illumination allant du 16 décembre au 2 janvier.

**Le Conseil Municipal, par 13 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM VALANCHON, AGRAIN, BALY) :**

Après s’être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l’exercice 2022 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l’état de l’Actif, l’état du Passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2022

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2021 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l’exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part ;

### DCM 2023/26 : Compte de Gestion 2022 – Budget Complexe sportif

Le Conseil Municipal, par 13 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM. BALY, VALANCHON, AGRAIN) :

Après s’être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l’exercice 2022 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l’état de l’Actif, l’état du Passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2022

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2021 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

### - Déclare que le compte de gestion dressé, pour l’exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part ;

### DCM 2023/27 : Compte de Gestion 2022 – Budget Atelier Relais

Le Conseil Municipal, par 13 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM. BALY, VALANCHON, AGRAIN) :

Après s’être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l’exercice 2022 et les décisions modificatives qui s’y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l’état de l’Actif, l’état du Passif, l’état des restes à recouvrer et l’état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l’exercice 2022

Après s’être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l’exercice 2022 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu’il a procédé à toutes les opérations d’ordre qu’il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

1° Statuant sur l’ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l’exécution du budget de l’exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l’exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l’ordonnateur, n’appelle ni observation ni réserve de sa part ;

### DCM 2023/28 : Compte Administratif 2022 – Budget Principal

*Mr BALY demande des explications sur le compte 60611.*

*Mr RAYNAUD explique que la dépense des eaux pluviales de 9 000 € a été imputée à tort sur cet article.*

*M. BALY demande le détail du compte 6188 qui a réalisé 40 038.71 euros.*

*Mr RAYNAUD précise que cet article enregistre les dépenses relatives, entre autres, au reversement de l’assainissement au syndicat Sioule et Morge et les redevances des abonnés de la station de l’Etreille.*

*M. BALY demande des explications sur le compte 673 qui ne réalise que 0.30 € au lieu de 39 000 € prévus.*

*Mr RAYNAUD explique que la somme de 39 000 € prévue initialement à l’article 673 a été encaissé sur l’article 6188 à la demande de la trésorerie.*

*M. RAYNAUD demande le passage au vote.*

*M. PERRIN se retire.*

***Le Conseil Municipal par, 13 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (M. BALY, AGRAIN, Mme VALANCHON) valide le compte administratif 2022 du budget principal.***

### DCM 2023/29 : Compte Administratif 2022 – Budget Complexe sportif

### *RAS au titre des débats après la présentation du CA 2022 du complexe sportif.*

*M. RAYNAUD demande le vote de l’assemblée.*

***Le Conseil Municipal par, 13 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM. AGRAIN, BALY, VALANCHON) valide le compte administratif 2022 du budget annexe du complexe sportif.***

### DCM 2023/30 : Compte Administratif 2022 – Budget Atelier-Relais

### *RAS au titre des débats après la présentation du CA 2022 de l’Atelier-Relais.*

***Le Conseil Municipal par, 13 VOIX POUR, 3 VOIX CONTRE (MM. AGRAIN, BALY, VALANCHON) valide le compte administratif 2021 du budget principal.***

### DCM 2023/31 : Affectation des résultats 2022 – Budget Principal

###

 Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal son vote du Compte Administratif 2022 du budget général dont résultent les chiffres suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **AFFECTATION DE RESULTAT** |  |
| Résultat investissement reporté N-1 - | 442 145,19 |
| + Résultat investissement N | 252 155,03 |
| + réintégration résultat investissement BA 27500 ATELIER-RELAIS dissout | -93 516,71 |
| = résultat cumulé d'invest au 31/12/N (à reprendre au 001 au BP N+1) - | 283 506,87 |
| - Restes à réaliser - Dépenses | 35 748,67 |
| + Restes à réaliser - Recettes | 4 773,00 |
| = déficit de financement de la section invest - | 314 482,54 |
| sultat fonctionnement reporté N-1 | 59 749,90 |
|  |  |
| + Résultat fonctionnement N | 297 760,90 |
| + réintégration résultat fonctionnement BA 27500 ATELIER-RELAIS dissout | 0,02 |
|  |  |
| = Résultat de fonctionnement à affecter | 357 510,82 |
| **AFFECTATION** |  |
|  |  |
| Couverture du besoin de financement de la section investissement (à reprendre au 1068 au BP N+1) | 314 482,54 |
|  |  |
| Reste sur excédent de fonctionnement à reporter(à reprendre au 002 au BP N+1) | 43 028,28 |

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal son vote du Compte Administratif 2021 du budget général dont résultent les chiffres suivants :

Son exposé terminé, le maire sollicite les débats dans l’assemblée :

*RAS au titre des débats.*

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré et par 13 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM. BALY, AGRAIN, VALANCHON) d’approuver cette proposition.***

***Il est précisé que M. PERRIN, Maire, n’a pas pris part au vote.***

### DCM 2023/32 : Affectation des résultats 2022 – Budget Complexe sportif

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal son vote du Compte Administratif 2022 du budget annexe du complexe sportif dont résultent les chiffres suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| Résultat investissement reporté N-1 - |  33 722,72 |
| + Résultat investissement N |  8 334,72 |
|  |  |
| = résultat cumulé d'investissement au 31/12/N (à reprendre au 001 au BP N+1) - |  25 388,00 |
| - Restes à réaliser - Dépenses |  0,00 |
| + Restes à réaliser - Recettes |  0,00 |
| = déficit de financement de la section investissement  |  - 25 388.00 |
|  |  |
| Résultat fonctionnement reporté N-1 |  -37 763.91 |
|  |  |
| + Résultat fonctionnement N |  + 54 353.72  |
|  |  |
|  |  |
| = Résultat de fonctionnement à affecter |  + 16 589.74 |
|  |  |
| **AFFECTATION** |  |
|  |  |
| Couverture du besoin de financement de la section investissement (à reprendre au 1068 au BP N+1) | 16 589,74 |
|  |  |
| Reste sur excédent de fonctionnement à reporter(à reprendre au 002 au BP N+1) |  0,00 |

Son exposé terminé, le maire sollicite les débats dans l’assemblée :

*RAS au titre des débats.*

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré et par 13 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (MM. BALY, AGRAIN, VALANCHON) d’approuver cette proposition.***

### *Il est précisé que M. PERRIN, Maire, n’a pas pris part au vote.*

### DCM 2023/33 : Subventions aux associations pour 2023

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d’attribuer des subventions aux associations.

Il rappelle que les associations ont été sollicitées afin qu’elles déclarent leurs projets et présentent à la Mairie les plans de financements prévisionnels de leurs opérations.

M. le Maire de présenter les propositions de subventions aux associations pour 2023 issues de l’arbitrage effectuée par la Commission Festivités et Vie Associative.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée.

RAS au titre des débats.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal décide, après en avoir délibéré, par 14 VOIX POUR et 3 VOIX CONTRE (AGRAIN, VALANCHON, BALY) d’accepter les propositions de subventions aux associations telles qu’elles sont annexées à la présente délibération.***

### DCM 2023/34 : Fixation des barèmes d’impositions pour 2023

M. PERRIN, Maire, prend la parole et rappelle au conseil municipal la nécessité de procéder au vote des taux pour l’année 2023.

M. PERRIN réaffirme le fait qu’il souhaite, au regard des décisions prises en 2020, ne pas procéder à une augmentation des taux quels qu’ils soient.

M. le Maire de présenter le tableau des conséquences d’un vote du taux de référence de la DGFIP sur la Commune.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée :

*M. PERRIN rappelant l’importance du sujet et les projets portés par d’autres Collectivités sur le taux de la TFB annonce qu’une note sera établie à destination des administrés pour rappeler que la Commune de Saint Georges de Mons n’a pas acté d’augmentation. .*

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité de fixer les taux d’impositions suivants :***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Produit fiscal 2023**  | Base d'imposition 2023 | Taux 2023 | Produits 2023 |
|   |   |   |   |
|  |  |  |  |
| Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties |  2 808 000 €  | 37,34% | 1 048 507 € |
| Taxe Foncière sur les Propriétés Non BâtiesTaxe d’HabitationRessources fiscales indépendantes des taux |  58 200 €  145 058 € | 36,60%6.27 % | 21 301 €9 095 €14 327 € |
|  |  | **TOTAL** | **1 093 230 €** |

### DCM 2023/35 : Budget primitif 2023 – Budget Principal

Mr PERRIN alerte l’assemblée sur les conséquences de la crise énergétique et donne lecture de la présentation suivante :

**Hausse de l'énergie 2023**

**Dispositifs d'aides aux collectivités**

Pour diminuer la facture énergétique des collectivités territoriales, le Gouvernement apporte une réponse par la mise en place d’aides.

Pour faire face à la crise énergétique, 4 mesures sont mises en place pour accompagner les collectivités locales : **la diminution de la part d’accise sur l’électricité**, **le bouclier tarifaire**, **l’amortisseur électricité**, et **le filet de sécurité**.

Ce qui est en vert, la commune peut en bénéficier.

1. **La diminution de la part d’accise sur l’électricité**

**Toutes les collectivités vont bénéficier de la baisse de la part d’accise sur l’électricité (ex-taxe intérieure sur la consommation finale d’électricité – TICFE).**

**Cette part est ramenée au minimum autorisé par l’Union européenne, soit :**

**1 €/MWh pour les petites collectivités éligibles aux tarifs réglementés de vente de l’électricité -TRVe (moins de 10 employés et ayant moins de 2M€ de recettes) ;**

**0,5 €/MWh pour toutes les autres collectivités.**

1. **Bouclier tarifaire**

**Les petites collectivités (moins de 10 employés et ayant moins de 2M€ de recettes) ayant contractualisé une puissance inférieure à 36 kVa et qui sont éligibles aux tarifs réglementés de vente de l’électricité (TRVe), bénéficient, à nouveau en 2023, du bouclier tarifaire.**

**En 2023, le bouclier tarifaire est maintenu sur la base d’une hausse des tarifs réglementés d’électricité limitée à +15 % en moyenne.**

**Les collectivités concernées par le dispositif doivent adresser une attestation à leur fournisseur :**

**Une collectivité éligible au bouclier tarifaire n’est pas éligible à l’amortisseur électricité.**

**3. Amortisseur d’électricité**

**Les collectivités non-éligibles au bouclier tarifaire, quelle que soit leur taille, bénéficient de l’amortisseur électricité si elles paient leur électricité plus de 180€/MWh.**

**L’État va prendre en charge, sur 50 % des volumes d’électricité consommé, l’écart entre le prix de l’énergie du contrat et 180 €/MWh (soit 0,18 €/kWh) jusqu’à un prix plafond de 500 €/MWh.**

**Du fait de ce plafond, le montant de l’aide ne pourra pas excéder 160 €/MWh (soit 0,16 €/kWh).**

**La réduction de prix induite par l’amortisseur électricité est automatiquement et directement décomptée de la facture d’électricité de la collectivité.**

**Un simulateur est mis à disposition en ligne sur le site impots.gouv.fr pour estimer le montant de l’aide. Les données issues de la facture d’électricité doivent être renseignées en Kwh et non en MWh (100 €/MWh = 0,1€/kWh).**

****

**4. Le filet de sécurité**

**Le filet de sécurité énergétique a été élargi. Il a vu ses seuils abaissés, pour le rendre plus accessible. Il sera disponible pour l’ensemble des collectivités locales, y compris les départements et les régions. Ainsi, pour en bénéficier il conviendra de réunir les deux critères suivants :**

* **Une perte d’épargne brute de 15% en 2023 (et non de 25% comme en 2022) ;**
* **Un potentiel financier ou fiscal par habitant inférieur au double de la moyenne de la catégorie auquel appartient l’établissement ou la collectivité.**

**Pour les collectivités éligibles la dotation remboursera la différence entre la progression des dépenses d’énergie et 50% de la hausse des recettes réelles de fonctionnement.**

**A l’instar de 2022, les collectivités qui en font la demande pourront obtenir un acompte si elles en font la demande avant le 30 novembre 2023. Une collectivité qui bénéficie de l’amortisseur électricité reste éligible au filet de sécurité.**

##### INFOS . Le prix de référence

Chaque semaine, la Commission de régulation de l’énergie (CRE) publie les niveaux de prix de référence qui permettent aux collectivités de s’assurer que les offres d’électricité reçues sont compétitives et reflètent bien la réalité des coûts de l’électricité (hors taxe).

La CRE invite en conséquence les collectivités, afin de maximiser leurs chances de recevoir un nombre satisfaisant d’offres, de ne fixer dans leurs conditions que les dispositions de flexibilité leur étant absolument indispensables (flexibilité pour contrats multi-sites, tenue de prix, prix unique, résiliation pour motif d’intérêt général sans indemnisation, prolongation des marchés, périmètre des marchés publics,etc).

Plan d’actions 2023

* Suivi de nos consommations réalisées en lien avec l’agent comptable, comparatif 2019 avec l’année en cours. 2019 étant une année sans confinement/covid. En fonction des données, des arbitrages seront à prévoir.
* Fermeture de l’Espace Culturel Jean Blanc aux associations, elles ont été réorientées vers les bâtiments communaux Mairie/Salle des fêtes/Salle du Conseil. Seules les locations payantes sont possibles.
* Chauffage au fioul : 0€ pour 2023. Suite à la fermeture de l’ancien groupe scolaire au public, endroit de stockage uniquement. Les kinés payent aujourd’hui leur chauffage.
* Investissement sur l’éclairage public, 1ère phase, changement de 69 lanternes, économie sur budget de fonctionnement à venir.
* Investissement sur le changement de tous les éclairages intérieurs des bâtiments communaux : mairie, espace culturel jean blanc, services techniques, complexe sportif.
* Réduction d’une heure supplémentaire sur l’éclairage public passant de 23h à 22h jusqu’à 4h du matin. RAPPEL : 1h d’extinction = 7% d’économie.
* Extinction totale de l’éclairage public pour la période du 01/05 au 31/08
* Période à partir du 01/09 extinction partielle d’éclairage public, rallumage à partir de 6h00 pour transport scolaire.
* Etude réalisée par l’ADUHME sur chauffage au complexe sportif. Contact pris avec la COMCOM à ce sujet, et sujet plus global sur le complexe sportif communal.
* Etude en cours l’installation de panneaux solaires. RDV avec 2 entreprises : 14/04 et 18/04.

M. PERRIN, maire, présente ensuite au Conseil Municipal le budget primitif général pour l’année 2023. Ce dernier s’équilibre à **1 868 377.53 €** en section de fonctionnement et à **1 380 005.12** € en section d’investissement.

Le Budget primitif général est consultable en Mairie.

Son exposé terminé, il tient à saluer l’investissement des élus pour la préparation du présent budget, 5 réunions se sont tenues, et remercie grandement l’aide des services et notamment de l’agent comptable Adélia ASTAIX. Il sollicite le débat dans l’assemblée.

*RAS au titre des débats*

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM. AGRAIN, VALANCHON, BALY) de valider la proposition.***

### DCM 2023/36 : Budget primitif 2023– Budget Complexe sportif

Le projet de Budget Primitif de l’exercice 2023 s’établit comme suit :

Section d’exploitation équilibrée en dépenses et en recettes à **207 172.23 €**

Section d’Investissement équilibrée en dépenses et en recettes à **186 378.72 €**

Le Budget Annexe du complexe sportif est consultable en Mairie.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée.

*RAS au titre des débats.*

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide par 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN, VALANCHON, BALY) d’approuver la proposition.***

### DCM 2023/39 : Taxe d’Aménagement taux et exonérations sur le territoire communal

Monsieur le Maire présente à l’Assemblée l’ensemble du dispositif : assiette, modalités de calcul, exonérations permanentes et facultatives et précise que les collectivités territoriales doivent prendre les délibérations nécessaires à la mise en œuvre du dispositif **avant le 1er juillet 2023**.

**Vu** le code de l’urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants ;

**Vu** la délibération adoptée le 29/11/2019 instituant la taxe d’aménagement sur l’ensemble du territoire communal au taux de 2 % ;

**Vu** la délibération adoptée le 29/11/2019 décidant d’exonérer ***en application de l’article L. 331-9 du code de l’urbanisme, totalement les locaux d’habitation et d’hébergement mentionnés au 1° de l’article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l’exonération prévue au 2° de l’article L. 331-7 ; (logements aidés par l’Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d’intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;***

**Considérant** que l’article précité prévoit que le taux de la part communale de la taxe d’aménagement puisse être augmenté jusqu’à 20% dans certains secteurs, si la réalisation de travaux substantiels de voirie ou de réseaux ou la création d’équipements publics généraux sont rendus nécessaires pour admettre des constructions ;

Entendu l’exposé de Monsieur le Maire, l***e Conseil Municipal, après en avoir délibéré PAR 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN BALY VALANCHON), décide,***

***D’INSTITUER le taux de 3% sur l’ensemble du territoire ;***

***D’EXONERER*** ***en application de l’article L. 331-9 du code de l’urbanisme, totalement les locaux d’habitation et d’hébergement mentionnés au 1° de l’article L. 331-12 qui ne bénéficient pas de l’exonération prévue au 2° de l’article L. 331-7 ; (logements aidés par l’Etat dont le financement ne relève pas des PLAI - prêts locatifs aidés d’intégration qui sont exonérés de plein droit - ou du PTZ+) ;***

La présente délibération est valable pour une durée d’un an reconductible.

Elle est transmise au service de l’État chargé de l’urbanisme dans le département au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption.

### DCM 2023/40 : Versement d’un fonds de concours au profit de la communauté de communes CC CSM concernant le programme voirie 2022

Rappelons que l’article 5214-16 V du C.G.C.T. indique qu’afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Dans le cadre de l’opération « programme voirie intercommunal 2022 », il était prévu le versement d’un fonds de concours de la commune.

Concernant cette opération, le fonds de concours pour la commune s’élève à 16 335.24 €.

Il est proposé au conseil municipal :

D’APPROUVER le versement d’un fonds de concours au profit de l’EPCI d’un montant de 16 335.24 €.

D’AUTORISER le Maire ou son représentant à procéder au mandatement du fonds de concours tel que présenté ci-dessus.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l’unanimité, décide :***

* ***D’ACCEPTER le fonds de concours voirie 2022 tel que présenté ci-dessus ;***
* ***DE DONNER dans ce cadre, mandat au Maire ou à son représentant afin d’effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

### DCM 2023/41 : Montant du loyer de l’Auberge Le St Georges

# M. PERRIN, Maire, prend la parole et rappelle au Conseil Municipal qu’il y a lieu de fixer une franchise de loyer pour la période allant du 15 juin 2023 au 30 juin 2023.

# En ce qui concerne la période allant du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024, il propose de fixer un loyer à 1 000 euros hors taxes hors charges par mois.

# Pour la période à compter du 1er juillet 2024, et si le bail dérogatoire est prorogé, il propose que le loyer soit de 10 % du montant du chiffre d’affaires hors taxes, avec un minimum de 12 000€ euros hors taxes hors charges par an et un maximum de 19 200 euros hors taxes hors charges/an.

# Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

# A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

# *Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré PAR 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN BALY VALANCHON) décide :*

#

# *De valider les propositions,*

#  *D’autoriser le Maire ou son représentant à signer le bail dérogatoire et tous documents afférents à la présente délibération.*

# DCM 2023/42 : Cession parcelle ZI n° DP

M. PERRIN, maire, prend la parole et propose au conseil municipal de valider la cession de la parcelle ZI n° DP à Mr COLART et Mme THEUREAU, pour un montant de 2 400 €.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal après en avoir délibéré PAR 14 VOIX POUR ET 3 ABSTENTIONS (MM AGRAIN BALY VALANCHON), décide :***

* ***De valider la proposition ;***
* ***De nommer l’office notarial de Manzat en charge de la rédaction de l’acte de vente ;***
* ***D’autoriser le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

### DCM 2023/43 : Région AURA : Dépôt de dossier de subvention soutien aux Festivals

M. PERRIN, Maire, prend la parole et rappelle au Conseil Municipal qu’il y a lieu de déposer les demandes de subventions. A ce titre, il est proposé au Conseil Municipal d’autoriser Mr le maire ou son représentant à déposer un dossier de demande de subvention « Soutien aux Festivals » auprès :

* De la Région Auvergne Rhône Alpes - AURA,

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal. A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité, décide :***

 ***De valider la proposition,***

 ***D’autoriser le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

### DCM 2023/44 : Suppression et création simultanée de poste (s)

Mr PERRIN, Maire, propose au Conseil Municipal de créer un poste d’Adjoint Administratif Principal de 1ère classe et de supprimer dans le même temps le poste d’Adjoint Administratif Principal de 2ème classe afin de satisfaire aux conditions d’avancement d’un Agent Administratif :

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***D’APPROUVER la proposition ;***
* ***DE PRONONCER la suppression et la création de poste(s) au 01/05/2023.***

### DCM 2023/45 : TERRITOIRE D’ENERGIE : Modification des statuts

 Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte d’une part ;

Vu l’article L.5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 2023-01-14-013 du 14 janvier 2023 du comité syndical de Territoire d’Energie Puy-de-Dôme portant sur la modification des statuts de ce dernier ;

Territoire d’Energie Puy-De-Dôme, auquel la commune de SAINT-GEORGES-DE-MONS adhère, modifie ses statuts afin de les mettre en adéquation avec les textes législatifs rappelés supra.

Monsieur RAYNAUD Dominique, Adjoint au Maire donne lecture du Projet de statuts proposé par Territoire d’Energie Puy-De-Dôme.

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l’unanimité, décide :***

* ***D’approuver les nouveaux statuts de Territoire d’Energie Puy-De-Dôme et notamment son article 4 tel qu’ils ont été présentés ;***
* ***De donner dans ce cadre, mandat au Maire ou à son représentant afin d’effectuer toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

**DCM 2023/46 : Motion de soutien aux victimes de la grêle**

Mr PERRIN, Maire, prend la parole et donne lecture au Conseil Municipal du projet de motion de soutien aux victimes de la grêle.

**MOTION DE SOUTIEN AUX VICTIMES DE LA GRELE EN DATE DU 04/06/2022**

Nous nous engageons par la présente charte à soutenir moralement les sinistrés de l’orage de grêle en date du 4 Juin 2022.

Nous sommes au fait des colères et du désarroi ressentis par certains de nos sinistrés.

Nous tenons également à vous signifier que nous ne sommes pas pour la plupart, spécialisés dans la gestion de la crise climatique. Nous avons par conséquent pris note de l’ampleur du désastre que nous vivons tous depuis lors.

Nous vous assurons de tout notre soutien et nous nous engageons par la présente à communiquer davantage sur la prise en charge des dossiers, par nos participations aux débats liés à cette catastrophe, avec toutes les parties prenantes dans le but de trouver les solutions financières et matérielles nécessaires à l’accompagnement des propriétaires impactés.

Nous vous soutenons pleinement et nous nous engageons à agir en lien avec « l’Association des sinistrés de la grêle 2022 »

Le Conseil Municipal de Saint-Georges-de-Mons

Son exposé terminé, il sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

A l’issue des débats, le Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***De valider la proposition du Maire ;***
* ***De valider le Motion telle reproduite en annexe***

### Rapport des délégations données au Maire :

Le Maire fait état de 7 déclarations d’intentions d’aliéner n’ayant pas fait l’objet de l’exercice de droit de préemption urbain.

**Rapport d’activité des syndicats intercommunaux**

1/ Communauté de Commune Combrailles, Sioule et Morge :

* Mr PERRIN informe que la CC CSM a proposé d’augmenter le taux de la CFE dans la limite et de maintenir les autres taux de fiscalité. Il est à noter que des efforts ont été réalisés sur le budget de fonctionnement (Réduction des spectacles à la Passerelle, 7 000 € d’économies pour la lecture public) ;
* Mr PERRIN annonce les nouveaux tarifs du cinéma (6.20 €/adulte, 5.50 €/réduction, 4.00 €/enfant et 55.00 €/abonnement).
* Mr PERRIN informe que le fonds A89 sera dorénavant gérer par les 3 communautés de communes des Combrailles. Par ailleurs, il a informé la CC CSM que les gérants de l’épicerie VIVAL de St Georges sont à la recherche d’un repreneur.
* Mr PERRIN fait part de sa participation avec d’autres élus à la commission du pilotage du Shéma Directeur Energies : tout ce qui sort des cheminées d’Aubert et Duval est récupéré tout comme la chaleur fatale se dégageant des fours. Mr RAYNAUD précise qu’un représentant AUBERT et DUVAL a identifié les bâtiments dont on pourrait récupérer la chaleur afin de pouvoir l’utiliser ;
* Mr PERRIN ajoute que l’emplacement pour le pôle enfance jeunesse est validé et donne la parole à Mme DESGEORGES.
* Mme DESGEORGES signale qu’une demande a été faite pour la mise à disposition de personnel pour la garde du matin d’un enfant à dispositif ULIS avec un suivi particulier.

2 / SIAEP Sioule et Morge :

RAS.

3/ SIRB :

Mme TRIPHON signale que la modification des statuts est votée avec prise en compte des ajouts et sorties de communes. La contribution passe de 14 000 €/an à 25 800 €/an.

Mr PERRIN précise que cette contribution était jusque-là fiscalisée et donc à la charge directe du contribuable. Afin d’alléger la part des administrés sur leur imposition, la commune prend en charge 15 000 euros sur le budget communal. Il restera donc 10 800 €/an fiscalisée ; En conséquence, le contribuable aura une baisse d‘impôt dans la rubrique « Autres syndicats SIRB ».

Mme TRIPHON annonce les festivités estivales.

4 / SICTOM Pontaumur-Pontgibaud :

Mr DIAS informe l’assemblée de l’installation de nouvelles colonnes de de tri jaune et verre. L’ancienne colonne de verre a quant à elle été installée près du MASTER FOOD.

5/ SMAD des Combrailles

Voir point sur le dossier santé en questions diverses.

6/ EPF SMAF :

RAS.

7/ SIEG du Puy-de-Dôme :

RAS.

**Questions diverses**

* **POINT SUR LE DOSSIER SANTE**

M. PERRIN, Maire, donne la parole à Mme LEFOUR qui informe l’assemblée qu’un début de coordination entre les professionnels de santé de St Georges et Les Ancizes est en cours. Pour rappel, lors du dernier conseil, seule Mme THOMAS, pharmacienne s’était coordonnée avec l’équipe des Ancizes.

* **INFOS DOSSIER AUBERGE LE ST GEORGES**

M. PERRIN cède la parole à M. RAYNAUD afin de présenter le plan des travaux prévus à l’Auberge.

Montant de travaux : 99 975,12€ HT.

M. RAYNAUD indique que les travaux effectués sont principalement des travaux de sécurité, normes incendie, électricité, accessibilité et quelques travaux de rafraichissement notamment dans les salles de restaurant, et couloir des chambres.

Il salue la réactivité des artisans ayant effectués les travaux et le travail de Mme Isabelle Cloix.

Mr PERRIN reprend la parole et rappelle le montant des subventions sollicitées pour les travaux de l’auberge :

Les 5 dossiers de subventions pour l’Auberge ont été déposés :

• DETR demande de 30% sur un montant de 99975,12€ HT (subvention demandée : 29992,50€)

• DSIL demande de 10% sur un montant de 99975,12€ HT (subvention demandée : 9997,512€)

• Département demande de 20% sur un montant de 99975,12€ HT (subvention demandée : 19995,024€)

• Région dernier commerce demande de 30% uniquement sur la partie restaurant acquisition + travaux sur un montant de 319810,02€ HT (subvention demandée 95943,036€)

• Région hébergements touristiques demande de 20% uniquement sur la partie hôtel sur un montant de 85872,34€ HT (subvention demandée : 17174,468€)

**Subventions sollicitées au global = 173 102,53€**

* **Avis à la population :**

Mr PERRIN informe l’assemblée qu’une nouvelle déclaration fiscale est à déposer avant le 30 juin 2023 pour tous les propriétaires d’un bien immobilier.

* **STAGIAIRE**

Mr PERRIN annonce le recrutement d’une stagiaire, Lisa DURAND-BERTO, pour une période de 10 semaines (Formation BTS Développement Animation des Territoires Ruraux).

Lisa travaille actuellement sur la création de chemins de randonnées.

* **BILAN CAMPING**

Mr BONNAFOUX présente le bilan 2022 du camping municipal. C’est la première année que le bilan est positif.

Mr PERRIN ajoute que Daniel BONNAFOUX est nommé tuteur d’une stagiaire étudiante actuellement à Chamalières, recrutée pour la saison.

* **ELECTION GRANDS ELECTEURS**

Mr PERRIN signale qu’un conseil extraordinaire aura lieu le 9 juin 2023 en vue de l’élection des grands électeurs en septembre prochain.

* **CITY PARK**

Mr PERRIN invite l’assemblée à l’inauguration du City Park (porté par le conseil municipal des jeunes), dimanche 23 avril 2023 à 11 h 00 sur place.

* **FETE PATRONALE**

Mr PERRIN rappelle le très beau programme de la fête patronale avec le spectacle du vendredi soir, le feu d’artifice et le défilé.

* **NOUVEAU CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES**

Mme DESGEORGES annonce la mutualisation avec la commune des Ancizes-Comps pour l’installation du conseil municipal des jeunes élus pour 3 ans. Les élus encadrant ce projet sont Mr ROSSIGNOL Alexis et Mme EL MANDILI pour Les Ancizes et Mme DESGEORGES Céline et Mme BESSE LE PROVOST pour St-Georges-De-Mons.

* **PROJET DOJO CLUB HOUSE**

Suite au refus du bureau de l’USGA Omnisport de faire un DOJO au club house, un nouveau projet a été présenté à l’Agence Nationale du Sport. Ce nouveau projet consiste à la création d’une extension du complexe sportif en créant une surface de tapis. L’ANS a émis un avis défavorable pour le financement de cette extension dans le cadre du dispositif « 5 000 équipements de proximité » (de 50 à 65 % de subvention). L’ANS ne finance uniquement les projets DOJO de rénovation et non de création.

Une nouvelle piste est à l’étude avec possibilité de se faire financer la structure par l’installation de panneaux solaires, le reste à charge serait moindre pour la collectivité. Il est rappelé que le DOJO est le bâtiment le plus énergivore de la commune et qu’une étude est actuellement en cours, lancée par le Syndicat Sioule et Morge pour la réfection totale de la station d’épuration du bourg à côté du DOJO actuel.

* **LODGES SENIORS**

Mr PERRIN a rencontré le Président du Conseil Départemental, Lionel CHAUVIN, afin de bénéficier du programme « Lodges Séniors » (logements adaptés Séniors) à l’emplacement de l’école Notre Dame. La commune de Manzat n’est plus intéressée par ce dispositif, la commune des Ancizes s’est quant à elle positionnée sur l’emplacement actuel de l’ehpad. Le Président a décidé de lancer deux études de faisabilité sur ces bâtiments, une décision sera prise avant l’été.

* **DEPART A LA RETRAITE DE JEAN-PAUL LONGEON**

Mr PERRIN informe l’assemblée du départ à la retraite de Mr Jean-Paul LONGEON. Il salue son travail et le remercie pour les années passées au service de la collectivité.

* **INFOS DIVERSES ET TRACTEUR EN PANNE**

Mr RAYNAUD signale que le balayage des rues aura lieu les 25 et 26 avril prochains.

Mr BALY précise que le balayage se fera sur la commune sauf dans les villages.

Mr RAYNAUD répond que le balayage se réalise comme les années précédentes (Contrat datant de 1996).

Mr RAYNAUD rappelle que le tracteur est en panne et en réparation ce qui fait que les travaux d’élagage des chemins ne seront pas terminés. Le broyage reprendra en septembre.

Il précise que le nouveau tracteur est commandé (Livraison en août).

Mr AGRAIN demande à nouveau quelles entreprises avaient postulées.

Mr RAYNAUD redonne les noms des candidats. Il précise que les utilisateurs ont notamment été acteurs dans le choix du tracteur et ont établi le cahier des charges.

Mr AGRAIN pense que le matériel ne va sûrement pas s’adapter sur le nouveau tracteur.

Mr RAYNAUD répond positivement. C’est interchangeable, le matériel s’adaptera parfaitement sur le nouveau tracteur.

Mr DIAS signale que la commission de sécurité est passée et a émis un avis favorable pour la salle des fêtes.

Mr BALY demande où en est le dossier du lotissement des Richards.

Mr PERRIN indique qu’un projet de division parcellaire a été déposé en mairie divisant le terrain en 4 et non en 8 comme initialement. Cela peut s’expliquer par la mobilisation des administrés et des élus qui ont toujours demandé une modification du projet initial.

Mr BALY demande si des maisons à étages sont prévues sur les terrains.

Mr PERRIN explique une nouvelle fois que seul un projet de division parcellaire a été déposé à ce jour. Il s’en suivra un dépôt de certificat d’urbanisme opérationnel et le service urbanisme de la CC CSM contrôlera ce dossier et émettra un avis conformément aux dispositions prévues du PLU de la commune.

Mr GRATADEIX demande s’il est possible d’avoir un composteur dans le village de Courteix.

Mr AGRAIN précise que cela est possible moyennant une formation d’environ gratuite d’1 heure.

Mr PERRIN invite les deux élus à se mettre en lien pour la réalisation de ce projet.

Mme VALANCHON s’interroge sur la fermeture de la poste.

Mr PERRIN explique que le personnel de la poste est malade et n’est pas remplacé et la commune subit cette situation malheureusement.

Mr BALY fait remarquer que dans le dernier bulletin municipal il a relevé 100 fautes d’orthographe.

Mr PERRIN est surpris, rétorque que toute personne peut faire des fautes d’orthographe mais qu’en aucun cas, il n’a été fait de plagiat contrairement aux articles rédigés par Mr BALY par le passé.

**La séance est levée à 23 h 00**

**Intervention du public :**

Cabinet médical :

Il est demandé par une personne du public quel est le journal où est paru l’annonce du cabinet médical. Il est rappelé qu’une procédure de publicité et de mise en concurrence du marché public de travaux est obligatoire à partir de 100 000 € HT.

* Il est répondu que les démarches ont été effectuées conformément à la réglementation.
* Il est posé aux élus les questions suivantes :

Il est demandé pourquoi le compte-rendu n’est pas fidèle par rapport à ce qui a été dit.

Il est répondu que le compte-rendu est sincère et conforme à la réalité.

Il est demandé de suspendre les séances sur des dossiers importants afin que toute l’assemblée puisse débattre.

Il est répondu qu’une réponse a déjà été faite lors d’un dernier conseil municipal.

Il est demandé pourquoi les informations relatives à l’eau pollué et à l’arrêté préfectoral d’octobre 2022 ne sont pas publié sur le site internet et affiché en mairie.

Il est répondu que l’arrêté préfectoral est bien affiché, et pourra être inséré dans le site internet, comme les informations sur l’eau.

Il est demandé s’il y a des chambres au rez-de-chaussée à l’hôtel St Georges.

Il est répondu qu’il n’y a aucune obligation à avoir une chambre au rez-de-chaussée en atteste les rapports des commissions de sécurité et d’accessibilité. Les nouveaux gérants vont gérer leurs affaires eux-mêmes sur cette problématique.

Il est demandé pourquoi il a été décidé de supprimer le club house, ce qui risque de poser problème aux associations et responsables des clubs qui n’auront plus de lieu de convivialité.

Il est répondu qu’une réponse a déjà été faite lors du dernier conseil municipal. Un communiqué a d’ailleurs été envoyé à l’ensemble des présidents de sections sportives.

Il est demandé pourquoi l’étude de sol concernant le pôle enfance jeunesse n’a pas été présentée.

Il est répondu que l’étude de sol a été réalisée à la demande de la communauté de communes.